



## **ARRÊTÉ MODIFICATIF**

portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011, autorisant la SARL LANGLAIS à exploiter au lieu-dit « La Petite Guévière » Maroué à Lamballe-Armor un élevage porcin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> septembre 2020 dispensant la SARL LANGLAIS de produire une étude d'impact ;
- Vu** la demande présentée le 4 mai 2021 et complétée le 28 juin 2021 par la SARL LANGLAIS, représentée M. Jean-Michel LANGLAIS, dont le siège social est domicilié au lieu-dit « La Petite Guévière » Maroué à Lamballe-Armor, en vue d'effectuer à cette même adresse l'augmentation des effectifs de l'élevage porcin à 6947 animaux-équivalents dont 4906 emplacements, la construction d'un bâtiment engraissement sur raclage en V et la mise à jour de la gestion des déjections ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 8 juillet 2021 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 10 septembre 2021 ;

**Considérant** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant est dispensé de produire une étude d'impact dans le cadre de son projet ;

**Considérant** l'application du BRS et le respect des règles de distance ;

**Considérant** la gestion des effluents sur les terres en propre et que la station de traitement est en fonctionnement ;

**Considérant** que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**Considérant** que l'arrêté du 7 juillet 2017 doit être abrogé ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## ARRÊTE :

### Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 17 septembre 2021 est rapporté.

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 sont modifiées comme suit :

« La SARL LANGLAIS, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est domicilié au lieu-dit « La Petite Guévière » Maroué sur la commune de Lamballe-Armor est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4906 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg et 2041 animaux équivalents (A.E.). »

### Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Élevage intensif de porcs	Élevage de porcs de production de plus de 30 kg	Nombre total d'empla- cements	> 2000	1 place = 1 emplacement	4906	emplacement
2102	1)	E	Élevage, vente, transit, etc. de porcs	Élevage	Animaux- équivalents (AE)	> 450	Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré = 0,2AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1 AE	2041	AE
2780	1-c)	D	compostage	Compostage de végétaux et effluents d'élevage	Quantité de matières traitées	≥ 3 et < 10	Tonne par jour	3,14	T/j
2.1.5.0	2°	D	Rejet eaux pluviales	/	Surface imperméable	> 1 ha <20 ha	/	3,42	hectare

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; D (déclaration)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de porcs : b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6.6 b)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15/02/2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## 2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Section	Parcelles
LAMBALLE-ARMOR (Maroué)	ZR	52, 59, 65, 67, 80, 92 et 93

## 2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Animaux-équivalents (AE) Emplacements (emp)	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou Production annuelle (Porcelets, Porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	Maternité : 252 AE gestante : 1284 AE	500	467
Porcs charcutiers (>30kg)	4906 emp	4906	14030 dont 4585 sur racleur
Porcelets	475 AE	2377	14300
Quarantaine	30 AE		

## 2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 sont modifiées comme suit :

#### « 3.1. – Répartition de l'élevage

Conformément aux plans et données techniques annexés au dossier de demande, l'élevage possède sur le site d'exploitation :

- une unité de traitement des lisiers comprenant :
  - une séparation de phase en tête (produisant deux co-produits ci-après dénommés « lisier centrifugé » et « résidus organiques ») ;
  - un hangar de stockage du résidu organique ;
  - un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
  - une séparation du lisier centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés « lisier centrifugé traité décanté » et « effluent épuré ») ;
  - une fosse de stockage du lisier centrifugé traité décanté ;
  - une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traite la totalité du lisier produit annuellement par l'élevage ci-dessus, à savoir : 8839 m<sup>3</sup> de lisier brut correspondant à 29479 kg d'azote organique.

- une unité de compostage dont la quantité de matières traitées est de 1149 tonnes par an soit 3,14 t/j (compost de résidus organiques de séparation de phase obtenus après centrifugation du lisier).
- une unité de traitement des lisiers comprenant :
  - une séparation de phase en tête du lisier par racleage en «V» (système TRAC) des 1600 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg bâtiment n°11 (produisant deux coproduits ci-après dénommé fèces et urine) ;
  - un hangar de stockage (fumière) des fèces produites de 120 m².

### 3.2. - Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

4585 porcs charcutiers, sur un total autorisé de 14030, sont produits sur racleur en «V».

### 3.3. - Alimentation biphasé

3.3.1. - L'alimentation biphasé est maintenue en place à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral.

3.3.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

### 3.4. - Sécurité

3.4.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.4.2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.4.3. - L'installation classée dispose d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 4000 m³ (lagune) équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

La défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

3.4.4. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

### 3.5. - Bâtiments

La porcherie n°7 de 520 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg doit être désaffectée dès la mise en service de la porcherie n°11, en projet, de 1600 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg.

### 3.6 – Prescription relative au bilan réel simplifié (BRS)

Un bilan réel simplifié est réalisé annuellement. Il doit comporter les éléments justificatifs nécessaires à son élaboration et à sa compréhension et à minima ces éléments doivent comporter :

- une étiquette relative à la composition de chaque aliment destiné à l'alimentation des porcs produits sur l'exploitation ;
- un état des stocks d'aliments à la date d'ouverture du bilan et à sa date de clôture ;
- les éléments comptables permettant de justifier des achats et des ventes d'animaux sur l'installation ;
- les éléments permettant d'apprécier le poids vif des animaux achetés ou vendus ;
- les éléments permettant d'apprécier le taux de viande maigre (TVM) des porcs charcutiers vendus ;
- les éléments comptables (grand livre) permettant d'apprécier les achats d'aliments ;
- si nécessaire les éléments de la gestion technico-économique (GTE) ;



Pour être pris en compte lors d'une inspection, le BRS doit intégrer, en plus de l'ensemble des éléments justificatifs cités ci-dessus, les documents identifiant les moyens mis en place pour l'alimentation des porcs. Un plan des réseaux d'alimentation, spécifiant le nombre et l'identification des silos nécessaires au respect du multi-phase prévu dans les plans et mémoires du dossier annexé au présent arrêté préfectoral ainsi que le rapport d'audit, imposé par le fournisseur et prévu avant la réalisation du profil alimentaire, doivent être disponibles dans l'exploitation.

En cas de bilan réel simplifié non satisfaisant, l'exploitant doit faire application des normes de rejets applicables en vigueur et réexamine sur cette base la production en éléments fertilisants et les quantités à gérer sur l'exploitation ainsi que les documents de fertilisation présents sur l'exploitation. L'exploitant en informe le service des installations classées des Côtes d'Armor. »

#### **Article 4 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 sont modifiées comme suit :

« 4.1. - Les inspecteurs de l'environnement doivent avoir constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

4.2. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, sont placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

4.3. - Une alarme visuelle ou sonore est installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

4.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées des Côtes d'Armor.

4.5. - Débits et flux de pollution

4.5.1. - entrant dans la centrifugeuse

- Lisier brut

	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	8839 m3	24,2 m3	29 m3
N Global	29479 kg	80,7 kg	97 kg
P2O5	16033 kg	43,9 kg	52,7 kg
M.E.S.	494984 kg	1356 kg	1627 kg

#### 4.5.2. - entrant dans le réacteur biologique

##### - Lisier centrifugé

	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	7955 m3	21,8 m3	26 m3
N Global	23583 kg	64,6 kg	77,5 kg
P2O5	3848 kg	10,5 kg	12,6 kg
M.E.S.	197994 kg	542 kg	542 kg

#### 4.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits

##### 4.6.1. - Co-produits à composter

##### - Résidus organiques

	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1149 t	3,14 t
N Global	8048 kg	22 kg
P2O5	12345 kg	33,8 kg

##### 4.6.2. - Co-produits à épandre

##### - Lisier centrifugé traité décanté (après recyclage en centrifugation)

	Flux annuel
Volume	884 m3
N Global	2358 kg
P2O5	2245 kg

##### - Effluent épuré

	Flux annuel
Volume	6452 m3
N Global	1002 kg
P2O5	1443 kg

#### 4.7. - Autosurveillance

##### 4.7.1. - Suivi

On entend par « autosurveillance » la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. À la demande de l'inspecteur de l'environnement du service des installations classées, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

L'exploitant procède quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume du lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- relevé du volume de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur.

L'exploitant procède hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> doivent être réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides doivent être consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées des Côtes d'Armor.

#### 4.7.2 - Bilan de l'auto-surveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette auto-surveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

#### 4.8. - Autosurveillance : bilan matière

4.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant procède ou fait procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- bilan des volumes du lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- bilan des volumes des différents co-produits ;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O) : l'échantillon doit être représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O) : l'échantillon doit être prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O) : l'échantillon doit être prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O) : l'échantillon doit être prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses sont réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans doivent être adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées des Côtes d'Armor. Ils doivent être annexés au cahier d'exploitation.

4.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge » le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

4.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

#### 4.9. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant. »

### **Article 5 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 sont modifiées comme suit :

« 5.1. - Les lisiers bruts porcins doivent être stockés dans des fosses et pré-fosses d'un volume de 2041 m3.

5.2. - Les résidus organiques doivent être stockés dans un local couvert de 150 m2

5.3. - Le lisier centrifugé traité décanté doit être stocké dans une fosse couverte de 1833 m3.

5.4. - L'effluent épuré doit être stocké dans une lagune de 4000 m3.

5.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1075 m3 doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

5.6. - Les épandages de co-produits doivent être consignés dans un cahier d'épandage conformément à la réglementation en vigueur. Ce cahier d'épandage doit être annexé au cahier d'exploitation.

5.7. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement doit être tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement doivent être annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Conformément au dossier, les produits obtenus ne peuvent en aucun cas être épandus dans des communes antérieurement situées en zones d'excédent structurel ni dans des communes situées en bassins versant algues vertes excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

5.8. - Le transport des co-produits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts doivent être consignés sur le cahier d'épandage. »

### **Article 6 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement**

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 sont modifiées comme suit :

« 6.1. - L'unité de traitement est construite et en fonctionnement à la date du présent arrêté préfectoral.

6.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier doit être stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement, le service des installations classées doit être immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan



d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, l'effectif des animaux de l'élevage doit réduit en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage. »

## **Article 7 : Prescriptions particulières concernant l'unité de compostage**

### **7.1. Aménagement et fonctionnement des installations**

#### **7.1.1. - Généralités**

La fabrication des produits sera réalisée par une unité de compostage dans un hangar de 300 m2 comprenant :

- deux silos avec aération forcée,
- une aire couverte bétonnée de compostage actif et de maturation du compost de 150 m2 permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Les résidus organiques de centrifugation du lisier doivent être compostés conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la fréquence des retournements, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

#### **7.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité de compostage**

L'unité de compostage doit traiter les résidus organiques de l'unité de traitement issus de la centrifugeuse, à savoir : 1149 tonnes de résidus organiques soit 8046 kg d'azote et 12345 kg de phosphore, produits annuellement (3,14 tonnes/jour).

#### **7.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage**

L'unité de compostage est déjà réalisée et comprend :

- l'aire de compostage couverte,
- un système de collecte des écoulements aménagé,
- un sol bétonné qui doit être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

### **7.2. - Conformité des produits**

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost du co-produit issu de la centrifugeuse) doivent répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001).

Pour les éventuels produits non conformes, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur de l'environnement quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc. ...).

### **7.3. - Traçabilité des produits**

L'exploitant doit tenir à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site,
- nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- nature,
- nom du transporteur,
- quantité en tonnes et en m3.

À la fin de chaque année civile, l'exploitant doit transmettre au service des installations classées des Côtes d'Armor un bilan annuel, comportant :

- les informations définies ci-dessus,
- les originaux des bons d'enlèvement,
- -un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur de l'environnement au service des installations classées des Côtes d'Armor. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, l'exploitant doit soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

#### 7.4. - Délais de mise en service - Dysfonctionnement

L'unité de compostage est mise en service à compter de la date de réception du présent arrêté préfectoral.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées des Côtes d'Armor doit être immédiatement prévenu.

### Article 8 : Prescriptions particulières concernant le raclage en V

#### 8.1. - Débits et flux de pollution entrant dans le raclage en «V»

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	2037 m <sup>3</sup>
N Global	10240 kg
P2O5	4574 kg

#### 8.2. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

##### 8.2.1. - coproduits à transférer

Fèces	Flux annuel
Tonnage	552 t
N Global	5825 kg
P2O5	4036 kg

##### 8.2.2.. - coproduits à épandre

Urines	Flux annuel
Volume	1485 t
N Global	4415 kg
P2O5	538 kg

#### 8.3. - Autosurveillance : suivi

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement (raclage en « V ») ;

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;

Les vérifications et les mesures de volumes sont consignées par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées des Côtes d'Armor.

#### 8.4. - Autosurveillance : bilan matière

8.4.1. - L'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières semestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes de lisier raclé ;
- une analyse du lisier raclé (MS, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon doit être représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation) ;
- un bilan des volumes du résidu organique ;
- une analyse des résidus organiques (MS, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

Les bilans sont adressés semestriellement par l'exploitant au service des installations classées des Côtes d'Armor. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

#### 8.5. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

### **Article 9 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits issus du raclage en V**

9.1. - Les urines sont stockées dans une fosse couverte de 1416 m<sup>3</sup>.

9.2. - Les fèces sont stockées dans un local couvert de 120 m<sup>2</sup>.

9.3. - Tous les ouvrages de stockage doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

9.4. - Les épandages de coproduits et de lisier doivent être consignés dans un cahier d'épandage conformément à la réglementation en vigueur. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

9.5. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'ait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Conformément aux plans et mémoires du dossier, les coproduits obtenus bruts ne peuvent en aucun cas être épandus dans des communes antérieurement situées en zones d'excédent structurel ni dans des communes situées en bassins versant algues vertes excepté celles situées en baie de la Forêt dans le département du Finistère.

9.6. - Le transport des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

9.7. - Prescriptions en matière de mise en service :

La mise en service du système de traitement par raclage en «V» est réalisée dès la mise en service des 1600 places engraissement à créer dans la porcherie n°11, conformément aux plans et mémoires annexés au dossier.

### **Article 10 : acte antérieur**

L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2017 est abrogé.

### **Article 11 : Autres dispositions**

Les articles 6, 7, 8 et 9 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 sont supprimés.

## Article 12 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## Article 13 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Lamballe-Armor pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Lamballe-Armor pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

## Article 14 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télerecours citoyens" accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 15 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Lamballe-Armor et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **30 SEP. 2021**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Béatrice Obara